



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

BULLETIN
ÉDUCATION

NOVEMBRE 2023

LES GOUVERNEMENTS ET L'EXTRÊME DROITE SOUTIENNENT LES MASSACRES À GAZA, LES POPULATIONS LES DÉNONCENT DANS LES RUES !

L'armée israélienne a désormais coupé Gaza en deux et commence à frapper au sol aussi aveuglément qu'elle l'a fait du ciel. Plus de 9 700 personnes ont déjà été tuées, la moitié des habitations rasées. Après les hôpitaux, un convoi d'ambulances évacuant des blessés vers l'Égypte a été pris pour cible. Et quand la population échappe aux bombes, c'est le manque d'eau qui menace. Sept rapporteurs spéciaux des Nations unies s'inquiètent désormais d'un risque de génocide.

Comble du cynisme : sur les 18 500 travailleurs gazaouis employés en Israël, 4000 s'y sont retrouvés piégés après le 7 octobre, y ont été retenus prisonniers, passés à tabac et humiliés avant d'être renvoyés sous les bombes. En Cisjordanie, les colons israéliens, armés par l'État et protégés par l'armée, ont accéléré les exactions pour chasser les populations palestiniennes, détruisant les habitations, tuant ou torturant ceux qui résistent.

L'IMPÉRIALISME COMPLICE DE CE CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

Ce carnage se fait avec la bénédiction des grandes puissances, États-Unis et France en tête, pour qui l'État d'Israël est un gardien de leur ordre au Proche-Orient. Macron et Biden ont aussi du sang sur les mains ! Le bombardement de l'Institut français de Gaza, preuve que les frappes visent la destruction totale de Gaza, n'a soulevé qu'une polie « incompréhension » du gouvernement français.

Par contre, Macron et Darmanin tentent d'instrumentaliser le conflit au service de leur politique raciste. Les tags et agressions antisémites sont systématiquement rapportés dans les médias. Ils sont évidemment odieux et doivent être dénoncés, mais le gouvernement a l'indignation sélective : les agressions et les déclarations racistes anti-arabes se sont elles aussi multipliées, y compris dans les médias. À l'exemple du journaliste de LCI, Pascal Perri, qui parle d'un « antisémitisme couscous ». Comme d'habitude, c'est la population d'origine arabe qui est stigmatisée, accusée d'être antisémite, alors que l'extrême droite française a toujours fait de la haine des Juifs son fonds de commerce et que Macron lui-même, en 2018, avait rendu hommage à Pétain.

UN DEVOIR DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE QUE NOUS DEVONS AMPLIFIER EN FRANCE !

Ce samedi, la solidarité avec le peuple palestinien a franchi un nouveau cap en France, avec plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris et dans une quarantaine de villes, après trois semaines de mobilisation, malgré les interdictions et l'amalgame que cherche à imposer le gouvernement entre solidarité avec le peuple palestinien et apologie du terrorisme ou antisémitisme.

Les manifestations se sont multipliées à Londres, New-York, en Nouvelle-Zélande, Turquie ou Indonésie, exprimant indignation et rage face aux massacres. Aux États-Unis, la contestation est particulièrement massive contre le soutien de Biden à Netanyahu. À Oakland, 200 manifestants ont bloqué un navire destiné à livrer des armes à Israël.

Le peuple de Palestine, opprimé depuis 75 ans, enfermé dans des ghettos de misère, bombardé, a besoin d'une solidarité internationale qui fasse pression sur Netanyahu et sur nos propres gouvernements qui le soutiennent. Le combat du peuple palestinien pour son émancipation et sa liberté est indissociable de la lutte contre toutes les oppressions, les rapports de domination et d'exploitation qu'il faudra renverser là-bas comme partout. Travailleuses, travailleurs, jeunes, il faut construire le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu et la politique guerrière et antisociale des gouvernements qui le soutiennent, dont celui de Macron !

Dans les jours qui viennent, réunissons-nous sur nos lieux de travail et d'étude, faisons entendre notre colère, organisons-nous en collectifs d'expression de notre solidarité de travailleuses et travailleurs ! Halte au massacre à Gaza !

· ÉDITORIAL DU 6 NOVEMBRE 2023

Rendez-vous le 23 novembre !



QUAND LE MINISTÈRE VEUT FAIRE TRAVAILLER DAVANTAGE GRATUITEMENT LES PROFS !

Après le « Pacte » et ses remplacements de courte durée (RCD), consistant à demander aux enseignants et enseignantes de remplacer leurs collègues en plus de leur service normal, le ministère de l'Éducation nationale tente une nouvelle manœuvre pour pallier les milliers d'heures de cours non assurées du fait du manque de profs. Jusqu'à présent, chaque enseignant et enseignante pouvait suivre dans l'année, sur temps scolaire, des formations pour approfondir ses connaissances disciplinaires et ses méthodes pédagogiques. Désormais, le ministère vient de décider que ces formations se dérouleraient soit en visio après les cours, soit sur le temps des vacances ! C'est donc en réalité un allongement du temps de travail que veut imposer le ministère, et cela sans aucune augmentation de salaire.

Pour le premier semestre de l'année scolaire, ce serait déjà 30 % de ces formations qui passeraient soit en visio, soit sur temps de vacances, puis 50 % pour le deuxième semestre, afin d'arriver à 100 % à la rentrée 2024. Inacceptable, alors que selon les chiffres même du ministère, les enseignants et enseignantes travaillent déjà en moyenne 43 heures par semaine, et plus de 34 jours sur les vacances !

Un prof devant chaque élève ?

Gabriel Attal assurait « mettre le paquet » et garantissait, avec Macron en écho, « un professeur devant chaque classe ». Assurément, il a mis le paquet pour flinguer la rentrée de pas mal d'élèves.

GENNEVILLIERS, SEPTEMBRE 2023 | CORRESPONDANTE



À GENNEVILLIERS, 200 ÉLÈVES SANS PROF

C'est le cas à Gennevilliers dans les Hauts-de-Seine, ville populaire classée aux deux tiers en REP et REP+, où deux cents enfants sont touchés par une absence totale ou partielle de maître ou maîtresse devant la classe, depuis le 4 septembre. Il s'agit de postes totalement vacants ou d'absences longues prévues depuis des mois. Face à l'hécatombe scolaire et sociale, les parents ont, dès le début de la deuxième semaine de rentrée, tiré la sonnette d'alarme. Très vite, les réflexes pris l'année dernière lors des mois de mobilisation contre la carte scolaire se sont réactivés. C'est l'occupation d'une classe par des parents d'élèves et la menace par une inspectrice de faire appel à l'intervention des forces de l'ordre qui a permis à la mobilisation de sortir un peu de l'anonymat.

SEULE LA LUTTE PAYE

Après des blocus journalier sur un groupe scolaire, une journée de grève suivie à plus de 50 % par les enseignantes et enseignants et doublée d'une opération école morte initiée par les parents et paralysant le fonctionnement de sept écoles, après deux audiences avec l'inspectrice de circonscription, une audience avec le cabinet du directeur académique, une demande d'audience au ministre et de nombreux passages médias, les remplaçants et remplaçantes ont commencé à être nommés sur la ville. Ainsi, une fois encore, seule la mobilisation et la pression exercée ont payé ! Mais sans naïveté, car l'administration assume entièrement le fait qu'un seul de ces remplacements sera pérenne toute l'année.

GARDER UN CADRE DE MOBILISATION

C'est pourquoi, dès la semaine de la rentrée, parents et personnels prévoient de se retrouver en assemblée générale pour faire le point et décider des initiatives à prendre. La défense du droit à l'éducation est un combat permanent, et les cadres de discussion et d'organisation collectives sont des outils précieux.

CLASSES SURCHARGÉES EN LYCÉE PRO : QUAND L'ADMINISTRATION FAIT LA SOURDE OREILLE, QUE FONT LES SYNDICATS ?

Dans les lycées professionnels du 93, la rentrée a été marquée par une vague de mobilisation contre le sureffectif dans les classes de tertiaire (commerce et gestion principalement). Depuis plus de vingt ans, il est d'usage

que les effectifs dans les LP du département ne dépassent pas 24 élèves par classe. Quelle ne fut pas la surprise pour les collègues de découvrir le 1er septembre que plusieurs classes de seconde MRC étaient passées à 30 élèves ! La si-

tuation est d'autant plus ironique que ce sont précisément ces filières qui ont été fermées ou menacées de fermeture l'an dernier, sous prétexte de n'être « pas assez insérantes ». Cet effectif, en plus de poser d'importants problèmes pédagogiques (impossible d'assurer un suivi individuel dans ces conditions), pose des problèmes logistiques et de sécurité : les salles ne sont tout simplement pas conçues pour accueillir autant d'élèves. >>



Dans plusieurs lycées, les collègues se sont immédiatement mobilisés. À Rosny-sous-Bois, Stains, Aubervilliers ou Noisy-le-Sec, les demandes d'audience et les grèves locales se sont succédées... sans aucun résultat concret. Pas bête, la DSDEN a accordé les audiences petit à petit à chaque établissement, au lieu de refuser en bloc comme à son habitude.



En l'absence de cadre collectif, les équipes des différents lycées se sont organisées chacune dans son coin, sans concertation préalable. Et la tentation était grande d'accepter les négociations individuelles, tant l'enjeu à court terme (obtenir des heures de dédoublement) était élevé... Les syndicats ont relayé les communiqués de presse et soutenu les initiatives, mais n'ont proposé aucune politique de regroupement.

« La situation est complexe », « On comprend mais on ne peut rien y faire », « Faites remonter vos propositions

d'aménagement par votre chef d'établissement, et on verra » : voilà les réponses obtenues par les délégations des lycées Timbaud et Moulin lors de leurs audiences respectives ! C'était il y a un mois, et on a toujours rien vu. Pas de surprise : c'est uniquement par un mouvement collectif et offensif que nous obtiendrons les moyens nécessaires à la prise en charge de nos élèves, et c'est en montrant un front uni que nous éviterons que la situation se reproduise l'année prochaine. Avec le risque que cette situation de sureffectifs s'étende aux autres filières. comme à son habitude.

PENDANT CE TEMPS, LA DESTRUCTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE CONTINUE

LA RÉFORME MACRON DU LYCÉE PRO...

Les douze mesures annoncées en 2022 se mettent en place petit à petit, malgré les mobilisations successives. La ministre déléguée à l'Enseignement et à la formation professionnels Carole Grandjean a annoncé la couleur pour les terminales 2024-2025, avec deux mesures principales : l'avancement des épreuves du bac au mois de mars pour l'enseignement général et douze semaines de périodes de formation en milieu professionnel (PFMP) pour tous les élèves en fin d'année, interrompues par les épreuves d'enseignement professionnel. Les syndicats ont tous dégainé leurs plus beaux argumentaires pour expliquer en quoi cette réforme était catastrophique : perte d'un trimestre de cours, absence de temps de révision, faux choix d'orientation en fin de cursus... Mais maintenant, c'est d'un plan de bataille que nous avons besoin ! Sans compter que la lutte devra probablement se mener sur plusieurs fronts.

...ET LE « CHOC DE DÉCENTRALISATION » DE PÉCRESSE

Car de son côté, le Conseil régional d'Île-de-France réclame à l'État 45 nouvelles compétences pour « rendre les services publics plus efficaces, plus proches et moins coûteux ». Pécresse envisage ainsi la création d'écoles primaires sous contrat totalement autonomes, la mise sous tutelle régionale des lycées professionnels, la redéfinition par la région des conseils d'administration des lycées, le droit de recruter des professeurs associés de lycée et la prise de contrôle de l'orientation et de la médecine scolaire. Concrètement, cela voudrait dire que les

lycées pro sortiraient du code de l'éducation, que tous leurs personnels deviendraient personnels régionaux, sur le modèle des personnels techniciens, ouvriers et de service (TOS) depuis 2004. Et les « écoles autonomes » auraient une autonomie pédagogique complète, y compris le choix des élèves, le choix des profs, les horaires et les programmes.

Pas de quoi se réjouir, quand on voit la gestion actuelle de la région et les conditions de travail des agents et agentes. À la Courneuve, le lycée Jacques Brel a ainsi déposé un préavis de grève pour le 6 novembre, pour obtenir deux agents ou agentes supplémentaires. Cette montée en compétence de la région, même si elle n'est pas encore votée, est un signal politique fort en direction d'une régionalisation totale de « services publics », qui se transforment peu à peu en coquilles vides et ouvrent la porte à la privatisation de tous les services élémentaires que sont l'éducation, la santé ou les transports.

UNE AUGMENTATION DES SALAIRES ? ENCORE FAUDRAIT-IL QU'ILS SOIENT VERSÉS...

Sauf que cette augmentation repose en grande partie sur les « revalorisations salariales », ces augmentations de salaires promises depuis des années et dont on ne voit toujours pas la couleur. Pour rappel, ce sont surtout les primes et les heures supplémentaires qui ont augmenté. Et pas aussi vite que l'inflation ! Et pas à la même vitesse pour tout le monde : les collègues AESH de Créteil sont nombreuses à n'avoir reçu aucun salaire en septembre, et dans le Val-d'Oise, c'est une centaine de personnels qui n'ont pas touché leurs salaires complets... et ont parfois même reçu des fiches à zéro euro.

Heureusement la direction des ressources humaines a pris la situation en compte, et leur a répondu... de se débrouiller par leurs propres moyens. Le versement des primes REP et REP+ pour les personnels non enseignants est également une bataille qui continue, face à une administration qui accumule les erreurs et les oublis, et expose en première ligne des personnels administratifs eux-même exploités et précarisés. Les recours gracieux au tribunal administratif deviennent monnaie courante, et ils permettent de maintenir une certaine pression. Mais une pression sur qui ?



Le calendrier institutionnel, toujours une longueur d'avance (en retard)

Le budget 2024-2025 a été voté, et les dotations globales de fonctionnement (DGF) vont bientôt être votées en CA. L'occasion de constater, encore une fois, que l'Éducation n'est décidément pas une priorité pour ce gouvernement... Gabriel Attal annonce pour son ministère une augmentation de 3,9 milliards d'euros, pour un budget total de 63,6 milliards. Quelle bonne nouvelle !



DES CONDITIONS DE TRAVAIL TOUJOURS PLUS DÉGRADÉES

Sachant que 2 500 postes sont voués à disparaître et que le nombre d'élèves ne diminue pas, on peut déjà faire le pari que les retouches cosmétiques sur nos fiches de paie ne suffiront pas à compenser les difficultés du métier. D'ailleurs cette année l'académie de Versailles souhaite anticiper, en demandant aux directeurs et directrices d'école d'annoncer dès maintenant les effectifs pour la prochaine rentrée... Peut-être pour éviter de refaire l'erreur de l'an passé, et d'oublier 700 élèves dans les prévisions ? Mais qu'importe les calendriers, nous savons déjà que les établissements scolaires seront sous-dotés à la rentrée 2024, et que les élèves au parcours atypiques serviront d'excuse (« *Personne n'avait anticipé les élèves issus d'UPE2A* » a-t-on ainsi expliqué à la DSDEN de Bobigny !).

LA NÉCESSITÉ DE S'ORGANISER

Sachant cela, il serait temps de s'organiser sans rien attendre de la bonne volonté de notre ministère ! Il est urgent d'échanger à l'échelle des villes, des bassins, des départements, des régions et académies, de recenser tout les problèmes le plus vite possible, de définir des revendications communes et d'anticiper des actions collectives. Dans l'obligation des solutions « *à moyens constants* » qu'on nous propose chaque année, les négociations au cas par cas n'aboutissent qu'à déshabiller Paul pour habiller Jaques : il faut en finir, et imposer une augmentation des moyens qui soit à la hauteur des enjeux !

Presque trois ans jour pour jour après l'assassinat de Samuel Paty, la tuerie commise à Arras par un ancien élève le 13 octobre au lycée Gambetta d'Arras a provoqué effroi et indignation, particulièrement chez les travailleurs et travailleuses de l'éducation. Alors que le gouvernement, la droite et l'extrême droite développent une rhétorique raciste et xénophobe pour justifier de nouvelles mesures sécuritaires et anti-immigrés, il est important de tenir face à la situation.

APRÈS LA TUERIE D'ARRAS, QUELLES RÉPONSES DANS L'ÉDUCATION NATIONALE ?

LE MYTHE D'UNE ÉCOLE « SANCTUAIRE »

Dans son discours, le gouvernement parle de l'école comme d'un « *sanctuaire républicain* » qui serait coupé du reste de la société. Il s'agit bien évidemment d'un mythe. Dans un monde capitaliste de plus en plus violent, avec la multiplication des guerres partout sur le globe, et l'explosion des inégalités, les répercussions sur les conditions de travail du personnel et d'études des élèves sont évidentes pour tout le monde.

Les dernières réformes – de Parcoursup à la réforme de la voie professionnelle, en passant par celle du bac ou par la réduction de la carte de l'éducation prioritaire – ont renforcé le rôle de tri social de l'école. Les réductions budgétaires ont abouti à des milliers de suppressions de postes dans tous les domaines. Dans de nombreux établissements, notamment dans les quartiers les plus populaires, les locaux sont dégradés, les vies scolaires sont en sous-effectifs, les postes du pôle santé-social ne sont pas pourvus... alors que, loin d'être un « *sanctuaire* », l'école concentre en un même lieu toutes les violences de la société capitaliste.

REFUSER LES MESURES SÉCURITAIRES

Comme au lendemain de l'assassinat de Samuel Paty, le ministre de l'Éducation l'a martelé : les élèves qui perturberaient l'hommage seront sanctionnés « le plus sévèrement possible », en faisant l'objet d'un signalement systématique au procureur. À l'opposé de toute pratique éducative, qui voudrait traiter ces questions par la discussion. Ce qui préoccupe le ministre, ce n'est absolument pas la pédagogie, mais de légitimer de nouvelles mesures sécuritaires.

Ainsi, Darmanin a annoncé le renforcement de la « *sécurité* » des établissements, notamment par le déploiement d'effectifs de la force « *Sentinelles* ». Certains députés ont préconisé l'installation systématique de portiques devant les établissements.

Ces mesures sécuritaires ne régleront certainement pas le problème. Tout d'abord, gardons en tête que ces actes ignobles et qui ne devraient jamais avoir lieu, restent isolés. Ce à quoi est

confronté quotidiennement le personnel, ce sont les classes surchargées et des élèves qui accumulent de plus en plus de problèmes...

REMETTRE EN AVANT LES QUESTIONS REVENDICATIVES

Comme il y a trois ans, Attal a d'abord tenté d'imposer la prise immédiate des cours pour empêcher le personnel d'échanger, pour imposer ses modalités d'hommage et pour développer sa politique réactionnaire. Mais il y a trois ans, cet « *hommage volé* » à Samuel Paty avait définitivement discrédité le ministre Blanquer. Attal a donc préféré reculer et accorder deux heures de concertation le lundi 16 octobre... dans les collèges et lycées seulement.

Ces échanges personnel ont pu être l'occasion de remettre en avant les problèmes de moyens et de souligner que l'augmentation de la violence n'est que le résultat de la politique gouvernementale.

Dans plusieurs établissements, le personnel a refusé de reprendre les cours normalement, en se mettant en grève ou en exerçant son droit de retrait. Contre les injonctions du ministre à bâcler en deux heures un hommage à leur collègue assassiné, les équipes ont remis en avant les revendications essentielles en termes de moyens humains et matériels.

Alors que le gouvernement tente de surfer sur l'émotion légitime suscitée par ce nouveau crime, contre les solutions sécuritaires qui prônent le déploiement de policiers, il faut réclamer du personnel en plus dans les établissements : du personnel enseignant, de vie scolaire, d'infirmière, d'assistante sociale... Alors que le caractère sélectif et excluant de l'école s'est accru ces dernières années, il faut exiger l'abrogation des mesures de sélection, à commencer par Parcoursup.

Et plus généralement, dans un système de plus en plus inégalitaire et violent, où les travailleurs et travailleuses sont de plus en plus dépossédés des moyens de décider de leur vie, rappelons que c'est avant tout en luttant contre cette société que nous pourrons en finir avec cette violence.